



Paris, le 12 juin 2009

COMMUNIQUE DE PRESSE

Rapport annuel 2008 sur la Balance des paiements et la position extérieure de la France

- ❖ En 2008, le solde des transactions courantes de la France enregistre un déficit de 44 milliards d'euros, soit 2,3 % du PIB ;
- ❖ Les investissements directs français à l'étranger excèdent de 70 milliards les investissements directs étrangers en France ;
- ❖ Les flux d'investissements de portefeuille se soldent en 2008 par des entrées de 89 milliards d'euros.

En 2008, le solde des transactions courantes de la France enregistre un déficit de 44 milliards d'euros, soit 2,3 % du PIB, après un déficit représentant 1,0 % du PIB en 2007. Les investissements directs français à l'étranger excèdent de 70 milliards les investissements directs étrangers en France, suivant des sorties de capitaux de 48 milliards l'année précédente. Après quatre ans de sorties de capitaux (achats de titres étrangers par les résidents supérieurs aux achats de titres français par les non résidents) les flux d'investissements de portefeuille se soldent en 2008 par des entrées de 89 milliards d'euros. L'équilibre de la balance des paiements est assuré par des entrées nettes de capitaux au titre des flux internationaux sur les dépôts et crédits qui résultent de deux mouvements contraires : les banques commerciales françaises ont diminué de 101 milliards leurs engagements vis-à-vis des banques étrangères alors que la Banque de France a augmenté ses engagements de 141 milliards.

La dégradation du solde des transactions courantes de -19 à -44 milliards est attribuable au déficit des échanges de biens, avec un léger et stable excédent hors énergie. L'excédent des échanges extérieurs de services est lui aussi stable à 14 milliards, avec une diminution de l'excédent touristique (de 13 à 9 milliards) compensée par les autres services. Le solde excédentaire des revenus se replie de 29 à 25 milliards, suivant l'évolution des revenus d'investissements directs. Enfin, dans le compte des transactions courantes, le déficit des transferts reste proche de 24 milliards en 2008.

Le compte financier de la balance des paiements regroupe les échanges d'actifs entre la France et l'extérieur qui doivent équilibrer le solde des transactions courantes. On y distingue, trois grandes catégories d'actifs : les investissements directs qui retracent les constitutions et acquisitions de firmes étrangères et l'injection de capital dans les filiales auparavant acquises ; les investissements de portefeuille qui mesurent les achats et ventes de titres ; et enfin, les « autres investissements » qui recouvrent les opérations de prêts et emprunts constituées pour l'essentiel d'opérations interbancaires internationales.

En matière d'investissements directs, les investissements des entreprises françaises à l'étranger sont plus soutenus que ceux des entreprises étrangères en France. Les sorties de capitaux se rapprochent des niveaux exceptionnels des années 1999 et 2000. La forte progression des sorties nettes de 48 à 70 milliards provient des opérations de prêts intra-groupe.

Les investissements de portefeuille ont enregistré des entrées nettes au début des années deux-mille. Revenus à l'équilibre en 2002 et 2003, ils se sont soldés par des sorties nettes de 2004 à 2007 : les achats de titres étrangers par les résidents étaient supérieurs aux achats de titres français par les non-résidents. Dans un contexte de fortes turbulences des marchés financiers, on observe des entrées de capitaux de 89 milliards en 2008, après de sorties des 121 milliards en 2007. Cette inversion s'explique par le net repli des achats de titres de dette étrangers, tandis que les non-résidents ont accentué leurs achats de titres français.

Les résidents français achètent pour 36 milliards d'actions étrangères, alors que les non résidents vendent pour 2 milliards d'actions françaises. Sur les parts d'OPCVM il y eu des ventes nettes pour 27 et 8 milliards, enfin pour les titres de dette des achats de 67 milliards ont été mesurés sur les titres étrangers, et de 176 sur les titres français. Les entrées de capitaux portent donc sur les titres de dettes.

Le renversement de 210 milliards de sorties nettes vers des entrées nettes de capitaux sur les titres, variation du solde des flux de portefeuille de 2007 à 2008, peut être décomposé selon le secteur émetteur de ces titres. Sur les titres publics, la variation du solde d'une année à l'autre est de 23 milliards, sur les titres des banques elle est de 106 milliards, et de 81 milliards sur les autres titres.

Depuis plusieurs années, les flux internationaux sur les dépôts et crédits dégagent des entrées de capitaux, c'est-à-dire une augmentation des engagements nets des résidents français qui financent le déficit des transactions courantes, les sorties de capitaux liées aux investissements directs, et les sorties de capitaux correspondant à la différence entre les achats de titres étrangers et les achats de titres français. Les flux sur ces dépôts et crédits étaient de l'ordre de 160 à 170 milliards en 2006 et 2007, ils sont seulement de 58 milliards en 2008.

La répartition entre les banques commerciales et la banque centrale dans ces « autres investissements » montre une diminution des engagements nets des banques pour 101 milliards et une progression des engagements de la Banque de France pour 141 milliards d'euros. Ceci est la manifestation en balance des paiements des fortes injections de liquidités des banques centrales qui se diffusent dans la partie internationale des avoirs et engagements des banques commerciales résidentes.

La position extérieure de la France en valeur de marché, écart entre les avoirs des résidents français à l'étranger et les avoirs des non-résidents en France, qui était équilibrée en 2007 devient déficitaire de 372 milliards en 2008. La variation de la position est, sans effet de change et de prix, égale au solde du compte financier, lui même égal, aux erreurs et omissions près, au solde des transactions courantes. L'essentiel de la dégradation provient évidemment des effets très négatifs de valorisation observés en 2008.

Contact presse : 01 42 92 39 00